

*Séance publique du lundi 4 avril 2011*

**“Fière et chaleureuse Corse... dans la République”**

**par Paul BERNARD**

---

**MOTS-CLÉS**

La Corse - Histoire - Territoire - Administration.

**RÉSUMÉ**

Pour un préfet, la Corse est une des affectations les plus attachantes, parce que l'une des plus difficiles. C'est une étape exceptionnelle dans une carrière au service de l'État, permettant la découverte d'une île qui mérite le qualificatif de beauté, d'une population fière, chaleureuse et fidèle à la tradition, d'un paradoxe entre la beauté des sites et la violence endémique, entre la chaleur humaine et familiale et le démon de l'argent facile et du terrorisme.

Comment ne pas aimer, malgré tout, cette belle terre de France qu'un préfet a eu l'honneur de servir, au nom de la République !

---

La Corse, aimée et déconcertante, incomprise parce que, peut-être, difficile à comprendre, mystérieuse et provocante.

Voilà notre défi français ! C'est pourquoi nous ne pouvons que l'aimer, malgré tout, comme un de nos enfants turbulents qui réclament plus d'attention que d'autres plus tranquilles.

Pour en parler, il faut avoir eu la chance d'y vivre, et d'avoir partagé la vie des insulaires à la fois étranges et attachants.

Cette belle terre de France en Méditerranée mérite la plus grande attention. Trois angles de vue peuvent être proposés pour approcher cette sorte d'énigme :

- une terre de contrastes, difficile à cerner ;
- des relations parfois tendues et fragiles entre l'État et l'île ;
- ce miroir de la France est une source d'enseignement à méditer.

## **Première partie - Quelques références de base peuvent servir de clés pour comprendre cette terre de contrastes**

Le contraste fait partie de l'identité corse, aussi bien dans le rapprochement entre **la terre et les hommes** que dans un combat historique entre le bien et le mal.

**La nature** conditionne le cadre et le mode de vie, le visage et les traits de la personnalité corse.

La Corse n'est pas qu'une terre entourée d'eau. Elle est surtout "une montagne dans la mer". Il faut avoir aperçu l'île, en venant du continent, par avion ou par bateau. Elle prend corps progressivement entre la terre et l'eau, tandis que surgissent dans le ciel les montagnes, étagées l'une derrière l'autre, dans une brume mystérieuse.

L'altitude moyenne est la plus élevée de celle des îles de la Méditerranée (568 m contre 344 pour leur proche Sardaigne). À y regarder de plus près, ou de plus haut, on remarque l'existence d'une chaîne nord-sud, qui est hérissée de 60 sommets de plus de 2000 m, dont une dizaine dépassant 2500 m (le Monte Cinto étant le point culminant à 2707 m). De plus cette spectaculaire dorsale n'est souvent éloignée de la mer que de quelques dizaines de kilomètres.

Ce relief qui occupe presque tout l'espace a entraîné deux caractères spécifiques : une unité régionale et la partition en deux provinces, qui au XIV<sup>e</sup> siècle s'appelaient Deça-des Monts au levant et Delà-des Monts au ponant. Selon la tradition constatée l'on se mariait peu de part et d'autre des monts.

Comment pourrait-on nier que cette nature impressionnante et omniprésente soit largement responsable des comportements excessifs et violents des habitants ?

L'île occupe UN SITE PRIVILÉGIÉ EN PLEINE MÉDITERRANÉE, à tel point qu'on a pu la comparer à un porte-avions d'importance géostratégique évidente.

Par-dessus tout, l'île de beauté mérite incontestablement son qualificatif de charme, celui d'un cadeau du ciel. Une légende plaisante fait allusion à la création du monde qui constituait la fierté de Dieu mais provoquait aussi la sombre jalousie du diable. Ce dernier a pu découvrir une carence dans l'œuvre du créateur et le mettre au défi en lui faisant remarquer que la Corse avait été oubliée dans son œuvre. Ne pouvant se passer de cette indispensable pièce maîtresse de la finition, Dieu fit le tour du monde pour en sélectionner les plus beaux échantillons. Avec quelques paysages de Grèce, un rappel des forêts et lacs du Canada et des aiguilles des Alpes, et même un soupçon de désert des Agriates, la satisfaction divine fut renforcée en admirant le joyau de la Corse au cœur de la création. Je n'ose pas poursuivre cette légende qui risquerait d'être inconvenante. En effet quelques mauvais esprits signalent que le diable, voulant avoir le dernier mot, a certes reconnu la pleine réussite du créateur, mais il s'est empressé d'y mettre...les Corses. Mais il s'agit seulement d'une plaisanterie malveillante, car je peux témoigner que nombreux sont les Corses qui portent le doux prénom de "Ange" ou de "Colomba", tant pis pour le diable...

Les charmes de la Corse sont très diversifiés. Les touristes connaissent surtout les côtes où il est facile de s'isoler : Calanques de Piana, Cap Corse, Calvi, Porto Vecchio... Mais pour connaître la vraie Corse, brillante dans son austérité, et en profondeur, rien ne vaut le voyage en train- micheline qui permet d'admirer des paysages merveilleux et des villages forteresses au cœur d'une nature authentique.

**L'histoire est le patrimoine des populations.** Elles ont intérêt à savoir d'où elles viennent, si elles veulent s'assurer de la voie à suivre pour leur avenir. On dit avec raison que ce sont les hommes qui font l'histoire, même s'ils ne savent pas toujours quelle histoire ils font. La vie des collectivités est le résultat de tendances constantes et de la confrontation de fortes personnalités à la mesure des événements.

L'histoire de la Corse est rythmée par PLUSIEURS RATTACHEMENTS SUCCESSIFS, au gré des puissances à l'œuvre dans le monde. L'île n'a jamais connu de périodes de tranquillité paisible.

La Corse a de très anciennes origines dont témoignent des statues menhirs mystérieuses qui représentent des figures humaines de caractère monumental. On en trouve 58 dans l'île, notamment à Filitosa, créées au milieu du deuxième millénaire de notre ère.

La Corse a toujours payé le fait d'avoir été trop convoitée par une dizaine de puissances maritimes qui ont émis des prétentions sur l'île, pour s'assurer de ports sécurisés, pour s'approvisionner en bois pour la construction des navires et pour disposer d'une base stratégique en Méditerranée occidentale. Après les Grecs, les Étrusques, les Carthaginois, les Sarrasins d'Espagne. Les Romains se sont heurtés, pendant un siècle de luttes, à la résistance de ces terribles montagnards aussi rudes que les Gaulois. Les Génois ont eu des difficultés tenant à leur inaptitude à comprendre les Corses et à gagner leur respect. Cette population insulaire, fière et arrogante, n'a jamais accepté une domination étrangère et n'a pas hésité à se révolter.

Au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, en 1358, les Corses ont confié l'administration de l'île à la sérénissime république de GÈNES qui a construit des tours de défense contre les attaques extérieures et dont les vestiges embellissent encore le littoral.

À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, après les guerres d'Italie, la Corse devient française sous Henri II, pendant six ans (1553- 1559), mais Sa Majesté très chrétienne l'abandonne lors du traité de Cateau-Cambrésis, préférant privilégier la couverture de sa frontière nord-est.

Revenue sous souveraineté génoise, la Corse connaît une révolte paysanne en 1729, qui dégénère en révolution et entraîne l'éviction définitive de l'occupant génois. S'ouvre alors une période de 60 ans pleine de bruit et de fureur, au cours de laquelle l'unité de l'île s'affermi sous le généralat de Pascal Paoli qui fixe le siège du gouvernement à Corté et personnifia le rêve des Corses de se gouverner seuls.

Entre-temps LES RELATIONS AVEC LA FRANCE, présente à nouveau en Corse depuis 1738 auraient pu mieux se terminer que par le combat de Ponte Novu (8 mai 1769). Cet événement marque la défaite des milices corses et le départ du général Paoli pour un exil londonien de 20 ans. Par le traité de Versailles du 15 mai 1768 Gènes avait cédé au roi de France ses droits sur la Corse.

Ainsi, depuis 1769, la Corse fut administrée comme sous l'Ancien Régime par un gouverneur et par un intendant représentant du roi et ancêtre de notre préfet. La capitale est alors fixée à Bastia.

Sous la RÉVOLUTION FRANÇAISE, l'assemblée des électeurs de Corse, qui avait le choix entre un ou deux départements, a suivi la décision de Pascal Paoli pour un seul département, voulant ainsi souligner l'unité de l'île.

Les disputes ont toujours fait rage pour fixer le chef-lieu. Paoli penchait pour Corte, puis Bastia, siège de l'Intendant, fut désigné. Enfin en 1793, la Convention décrète la création de deux départements, le Golu et le Liamone, avec Bastia et Ajaccio comme chefs-lieux respectifs. On revient ainsi à la partition de 1358 qui correspond à la ligne de partage géographique.

La Constituante a décrété le 30 novembre 1789 que la Corse était "partie de l'Empire français". Ce décret a été confirmé à la tribune de l'Assemblée par le général Paoli qui a prêté quatre serments : à la liberté, à la Constitution, à la nation, au roi. Le président de séance reconnaît Paoli comme le représentant légitime de la Corse, et le désigne comme "le héros et le martyr de la liberté". Ainsi la Corse est entrée officiellement dans la nation française.

De retour dans l'île, le général Paoli est élu président du premier Conseil Général, puis, en 1792, il est nommé général de division et commandant de la division militaire de la Corse.

Une administration totalement décentralisée est mise en place, imprudemment comme partout en France, sous l'autorité d'un procureur général syndic élu. Le nommé Salicetti fut le premier élu, en toute illégalité d'ailleurs parce qu'il cumulait un siège de député à la Constituante. Un arrangement a été trouvé en nommant un substitut, mais lui-même inéligible, pour permettre au politicien Salicetti de tenir la Corse à Paris et sur place.

C'est alors LE DÉBUT DU MARÉCAGE POLITICIEN, malgré l'envoi de rigoureux Représentants en mission de la Convention chargés de remettre de l'ordre. Salicetti entre en conjuration contre Paoli, convoqué à l'Assemblée qui le démet de son grade de général, puis un décret le déclare traître à la république et mis hors la loi. Compromis à tort dans un fumeux projet de royaume Anglo-Corse, Paoli retourne à Londres en 1795.

Ce folklorique imbroglio illustre dès le début le rôle suicidaire de la petite politique locale sans envergure que les Corses appellent la "pultichella" et que, tout en la déplorant, ils cultivent malgré eux, dans le prolongement de la tradition d'administration des affaires publiques pratiquée depuis le Moyen Age.

Il est intéressant de noter que le général Paoli sort de la scène au moment où le général Bonaparte y entre en 1796, après la foudroyante campagne d'Italie. Celui-ci envoie en Corse des troupes pour nettoyer l'île de la présence et de la prétention des Anglais. Par la suite, Napoléon leva en Corse près de 10 000 conscrits dont la plupart le suivirent tout au long de son épopée.

De 1811 à 1975, la Corse est dotée d'une administration unitaire avec cinq arrondissements. En 1975 la loi fixe le retour à l'organisation de 1793 et plus avant de 1358, en créant deux départements encore d'actualité : la Haute-Corse et la Corse-du-Sud. De plus, sous la V<sup>e</sup> République, la Corse a constitué la 22<sup>e</sup> région métropolitaine, qui a fait par la suite l'objet de plusieurs réformes administratives.

## Quelques tendances profondes émergent dans le long cours de l'histoire

Au-delà des aléas des événements, il est aisé de faire apparaître DES CONSTANTES DE PRÉOCCUPATION ET DE COMPORTEMENT, ancrées dans les mentalités populaires.

On retrouve, de nos jours encore, des thèmes permanents qui animent le débat politique : l'unité régionale et les particularismes départementaux, la concurrence des villes (Ajaccio, Bastia, Corte), le niveau de décentralisation tolérable par une population qui a besoin de libertés locales mais tout autant de prendre appui sur l'Etat et sur son représentant sur place.

Par-dessus ces caractéristiques originales, l'histoire a marqué à plusieurs reprises LA RELATION AVEC LA FRANCE et son empreinte sous l'ancien régime (1358), lors de la révolution (1793) et sous les républiques. De tout temps par delà les traditions et la culture spécifique, l'attachement à la mère patrie s'est toujours manifesté, non seulement dans la fidélité affective au culte napoléonien mais également pour la Libération de la Corse qui fut la première terre de la France libre en septembre 1943. Les Corses ont ensuite largement démontré, dans le monde entier, leur contribution à l'histoire contemporaine de la France, en prenant leur place, en tête et très efficacement, dans l'Empire français outre-mer, au sein des pouvoirs publics (aussi bien au gouvernement que dans l'administration) et dans les services publics, honorant de leurs talents et de leur intelligence les plus hauts postes de la justice, de l'armée, de l'administration, ainsi que de la littérature.

L'ENRACINEMENT DE LA CORSE DANS LA TERRE DE FRANCE ne peut plus être mis en doute aujourd'hui. Le seul problème vient peut-être du fait que la France n'offre pas à ses enfants de l'île de Beauté, comme à ceux du continent, la possibilité d'épanouir leur personnalité et leur ambition au service de la République.

**La ressource humaine** mérite d'être analysée au-delà des apparences, car on retrouve sur le plan psycho-sociologique la complexité d'une population aux caractères contrastés.

L'observateur est rapidement conquis par les valeurs humaines et morales qui sont évidentes dès le premier abord. L'esprit de famille se manifeste par le culte de la mère, de la fratrie, et particulièrement par le respect des anciens. Chaque Corse plonge ses racines familiales dans le village ancestral où la maison de famille et le cimetière sont des lieux sacrés et de rencontres périodiques.

Dans cette sentimentalité nourrie par la chaleur naturelle du cœur, on éprouve spontanément le sens de l'hospitalité, de la convivialité. Le souvenir des repas, agrémentés par la cuisine du terroir et le vin du Cap Corse, et partagés avec simplicité et cordialité au sein de la famille laisse une impression de sincérité inoubliable aux amis ou aux visiteurs de passage.

Nous promenant en famille par des chemins désertés près du golfe de Girolata et cherchant un peu d'eau, notre surprise a été grande d'être spontanément invités dans un village et d'entendre : *“Monsieur le préfet, faites- nous le plaisir de participer au goûter d'anniversaire de notre grand-mère”*. Le passage à la télévision rendait en effet le préfet reconnaissable dans tous les coins de l'île. Cette délicate simplicité de l'accueil est caractéristique du mode convivial de la vie corse.

Toutefois l'ambiguïté de ce climat social apparaît dans le surprenant intérêt porté à LA MORT. On la respecte dans ses proches, on la célèbre sans mesure, mais au besoin on ne craint pas de la provoquer chez les autres lorsqu'ils ont pu manquer à l'honneur de la famille.

Au-delà de la vengeance, la mort peut devenir un devoir, non pas personnel, mais par rapport à la société. En effet il existe une forte contrainte sociale qui vient amplifier le sentiment de fierté et de susceptibilité. Cette pression est diffusée par le fait que, dans ce grand village corse, tout le monde connaît tout le monde. Malheur à celui qui attend à l'honneur d'autrui ou à celui qui ne défend pas le sien. Au demeurant, l'honneur peut être aussi un prétexte pour assouvir d'autres règlements de comptes moins nobles.

LA VIOLENCE est un phénomène endémique qui résulte peut-être du syndrome d'enfermement insulaire, favorisant un tempérament passionnel et excité par une énergie qui ne trouve pas toujours un point d'appui.

Plusieurs terrains favorables conduisent à ce comportement à la fois tragique et infantile : les querelles de pouvoir ou de patrimoine et de succession, les affaires d'argent. Le bandit d'honneur d'antan, illustré par Colomba de Mérimée et qui réglait ses problèmes personnels, a fait place aux combines mafieuses et au terrorisme politique, souvent proche du grand banditisme.

De tous temps, la violence a conduit les pouvoirs publics à lutter en faveur de cette priorité sécuritaire d'ordre public. Sous la III<sup>e</sup> République, la paix civile a pu être obtenue par une véritable guerre de terrain, notamment en 1931 avec une forte expédition de gardes mobiles, et consolidée par la création de près de 400 brigades de gendarmerie, ce qui constitue un record national par rapport à la population.

Puis, comme toujours en Corse, il y a **le côté du mur au soleil** qui réconcilie les esprits et réchauffe le cœur.

C'est une chance pour les habitants d'avoir vécu pendant des siècles selon un art de vivre original, en ayant su préserver les valeurs d'une société rurale et paysanne. La nature préservée y a contribué largement par un environnement privilégié entre terre et mer et par les senteurs enivrantes du maquis, au large des îles sanguinaires ou dans le Cap Corse.

LA CULTURE est une composante de l'âme corse, fondée sur l'art et les traditions populaires.

De nombreux vestiges démontrent la vitalité culturelle des anciennes générations qui ont habité l'île. Des sites gréco-romains, des églises du Moyen Âge enfouies dans le maquis, des fresques cachées dans d'émouvantes chapelles, sont des œuvres qui témoignent d'une civilisation. Il est regrettable que la plupart de ces trésors sommeillent dans l'abandon d'une nature peu accessible.

De nos jours la modernisation récente du remarquable Musée Fesch à Ajaccio permet la mise en valeur d'innombrables et éminentes œuvres d'art, héritage du cardinal oncle de Napoléon.

Plusieurs fins observateurs ont su découvrir et décrire les secrets et les charmes de ce pays aux mille facettes. Dumas et Flaubert ont su appréhender la Corse romantique. Prosper Mérimée a tiré profit de sa mission d'inspection des

affaires culturelles en 1839. Son tableau coloré et vivant a révélé les bourgades urbaines, les villages agrippés aux montagnes, un petit peuple besogneux farouchement attaché à ses traditions et qui recourt à la vendetta quand il s'estime brimé, ainsi que la chanson populaire qui a su bâtir le mythe du bandit d'honneur, défenseur des opprimés.

L'histoire, la langue, l'emblème de la tête de maure, sont des repères entretenus par toutes les générations et plus particulièrement récemment comme leviers des revendications nationalistes. L'État doit en tenir compte, comme dans toutes les provinces françaises, pour ne pas faire de ces particularismes des armes politiques déplacées.

L'emblème "tête de maure", de type africain de profil, ceinte d'un bandeau blanc, rappelle la victoire sur les envahisseurs sarrasins. Paoli en avait fait un signe de la Corse indépendante. Sous la Monarchie, les armoiries corses comportaient à la fois la tête de maure et les fleurs de lys. Ce signe banalisé a rejoint aujourd'hui le blason représentatif des provinces françaises que l'on se plaît à arborer sur les véhicules.

L'HABITAT est révélateur d'une profonde culture populaire. L'architecture des villages, accrochés sur les pentes des montagnes ou bien plantés comme des œuvres d'art au sommet des crêtes, imposent une émotion visuelle de grande beauté naturelle. L'harmonie des lignes, la proportion et le coloris des maisons, l'intégration dans un équilibre de toits expriment une communauté de vie et un regroupement solidaire autour du clocher et en appui fraternel les uns auprès des autres. On retrouve ainsi la trace d'une société troublée qui avait besoin de se protéger en serrant les maisons les unes contre les autres. C'est une extraordinaire alchimie psycho-sociologique entre les habitants et leur habitat, chacun prenant conscience spontanément de ce qu'il convient de faire pour respecter les proportions et les élégantes lignes des toits.

On peut se demander comment de telles œuvres humaines ont pu être réalisées sans règles d'urbanisme, sans l'intervention d'architectes, sans contrôle exigeant. L'explication tient au fait que cet urbanisme était moins le résultat de règles juridiques ou administratives que le reflet d'une communauté solidaire. Lorsqu'il est fondé sur une réelle authenticité humaine, l'inconscient collectif peut produire des merveilles. En particulier il est réconfortant de constater que de telles anciennes réalisations humaines, non seulement ne portent pas atteinte à l'environnement naturel (comme c'est trop souvent le cas dans nos sociétés dites modernes) mais au contraire parviennent à embellir des sites déjà exceptionnels sur lesquels les habitants prennent le risque de laisser leurs traces.

LE SAVOIR-VIVRE, prétexte à des réunions amicales, se manifeste dans les activités traditionnelles, proches de la nature, telles que la récolte des châtaignes, la chasse aux sangliers, la confection de la charcuterie à base de ces curieuses espèces croisées de cochons noirs.

On ne peut omettre de citer le charme du chant corse, illustré par les groupes réputés de chanteurs et repris spontanément en chœur par les clients réunis dans les auberges ou les terrasses de café lors des belles soirées d'été.

Plus particulièrement en matière de culture juridique, les Corses ont un tropisme naturel vers le raisonnement de droit. Ils excellent dans l'argumentation rhétorique de grande finesse. Il arrive toutefois que ce talent donne naissance au jeu malsain de la procédure judiciaire, révélant une intelligence quelque peu perverse. Le procès de l'assassin du préfet Erignac en est une illustration douloureuse. J'ai dû moi-même subir de pénibles débats au cours desquels je devais laborieusement expliquer pourquoi je ne pouvais pas aller à l'encontre du droit électoral.

Au fond, DEUX CORDES SENSIBLES sont prêtes à vibrer à tout moment dans l'esprit des Corses, celle de la passion, alimentée par une chaleureuse sensibilité, et celle de la raison juridique qui encourage incessamment les méandres d'une interminable discussion. Il est regrettable que le recours abusif à l'un ou à l'autre de ces réflexes fasse place ensuite au retour spontané de la violence dangereuse.

Très vite, en Corse, LA POLITIQUE ET LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES reprennent leurs droits et en viennent à occuper, tout au long des journées, des débats sans fin et amplifiés par le grand orchestre médiatique.

Lors de mon séjour, j'ai vécu dès le début au rythme obsédant des informations, délivrées très tôt le matin par la radio régionale, puis par les journaux quotidiens, ensuite au milieu et en fin de journée par la grand-messe télévisée. Chacun de ces rendez-vous donnait lieu à commentaires, réactions, prises de position, manifestations. Pour préserver mon équilibre et ma sérénité de jugement, j'ai dû prendre des distances afin de me libérer de cette caisse de résonance particulièrement troublante et rapidement déstabilisante.

En dehors de la saison touristique, lorsque, après le départ du dernier touriste, on se retrouve "entre nous", l'île n'est plus que bruissements de nouvelles spectaculaires, de rumeurs incontrôlées, de déclarations intempestives. Une sorte de spirale informative en arrive à tendre les esprits et les nerfs, à provoquer des incidents ou des attentats dont le fondement est loin d'être objectif. L'équilibre nerveux des responsables est mis à rude épreuve. Chacun attend le drame annoncé dans un climat de passion. Lorsque l'événement redouté s'est enfin produit, la fièvre retombe pour une nouvelle période de tension.

De nos jours, la communication, devenue un mal du siècle, peut transformer le moindre débat en minable querelle de personnes, en ne retenant que la vanité des ambitions personnelles, au risque de porter atteinte à l'honorabilité des honnêtes gens jetés en pâture à l'opinion.

LA VIE POLITIQUE est une activité essentielle, primordiale, au centre de tous les sujets de conversation. Face à la préfecture, le palais Lantivy, à Ajaccio, les cafés situés sur le cours Napoléon sont le siège des conversations et surtout de l'observation des visiteurs du préfet qui, avant l'audience, sollicitent des conseils et, à la sortie, viennent parader et rendre compte du climat de l'entretien.

En fait la politique est très vivante et spécifique en Corse. Comme nous l'avons vu, l'héritage de l'histoire pèse lourd. Le combat des chefs ou les ambitions des clans à la romaine, sont plutôt comparables à un sport électoral qui défraye la chronique en permanence. L'élection est toujours l'enjeu d'une âpre compétition. Elle exige le rassemblement des forces amies et complices, notamment la collecte de



moyens financiers (car il arrive que les bulletins aient un prix...). Ensuite le camp qui a gagné devra récupérer sa mise pendant le mandat en vue d'une autre campagne à venir.

Les partis politiques existent, mais leur appellation correspond moins aux formations nationales qu'à la personnalité des chefs de parti qui assurent leur succession en famille par-delà les générations. On a connu longtemps le Comité Central Bonapartiste, spécifiquement ajaccien, créé en 1908 et qui a géré la ville chef-lieu jusqu'à ces dernières années.

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE est également la traduction de la contrainte géographique de l'histoire, c'est-à-dire la conciliation entre l'existence incontournable de deux zones départementales et la promotion d'une unité régionale conforme à la communauté insulaire. Ainsi on compte deux conseils généraux et deux préfets de département ainsi qu'un préfet de région auprès de l'assemblée de Corse et de l'Exécutif élu. On peut ajouter que la Corse a toujours refusé d'être intégrée dans la région de Marseille (Provence Alpes Côte d'Azur) afin de bien souligner sa spécificité.

Les gouvernements se sont toujours obstinés à mettre l'accent sur l'organisation structurelle, procédurale, et juridique, sans prendre suffisamment la mesure de la nécessaire vie économique et sociale, ni de l'importance majeure des comportements et des relations humaines. Ainsi, sous la Ve république, plusieurs statuts administratifs ont cherché à concilier la reconnaissance d'une certaine personnalité insulaire et l'intégration dans la république une et indivisible.

En 1983, la réforme de la décentralisation s'est appliquée en Corse sous la forme d'un "statut particulier" qui, pour la première fois, concédait une entorse à la traditionnelle uniformité de l'administration jacobine. Mais toute référence à la moindre assimilation à un statut d'outre mer était exclue et rejetée par les Corses eux-mêmes. C'est pourquoi en Corse, malgré la rigueur du climat estival, le préfet conserve l'uniforme noir, comme sur le continent, et n'est pas invité à porter le costume blanc plus léger parce qu'il évoque trop l'image coloniale de l'Outre-mer. Les Corses veulent ainsi souligner le lien avec le continent, bien que certains seraient prêts à bénéficier de quelques politiques favorables accordées dans nos départements d'outre-mer.

Dans les années 2000, un nouveau statut a complété le régime administratif, sans modifier les principes de la continuité territoriale et en encourageant la prise de responsabilité sur le plan économique par les élus de l'île devenue "Collectivité Territoriale de Corse".

**Une persistante tension entre le bien et le mal** pourrait décourager les Sisyphe qui s'efforcent chaque jour de remonter la pente.

La raison a de la peine à surmonter un tel concentré de passion et d'énergie qui ne parvient pas à empêcher un regrettable gâchis.

**La course au bonheur manqué** fait mal au cœur de ceux qui aiment ce pays attachant.

En effet ce paradis apparaît comme un cadeau du ciel. La beauté des sites, le charme des conversations, la qualité humaine, mettent le bonheur à portée de regard et de main. Oui ce pays est fait pour la vie et le plaisir de vivre. La beauté naturelle est une noblesse qui oblige ceux qui en bénéficient à cultiver des valeurs.

Peut-être, manque-t-il une dose d'humour pour que les insulaires osent se regarder en train de gâcher leurs chances et se prendre moins au sérieux dans leurs jeux puérils.

À l'opposé, on constate que **les démons habituels**, l'argent, le pouvoir, l'image, **sont à la manœuvre** pour provoquer des dérives malsaines. En ce sens, la démission de l'âme corse est à l'origine d'une perte des valeurs qui autrefois sauvegardaient une riche dimension humaine.

Ainsi les tendances traditionnelles entretiennent la dégradation. L'APPÉTIT DE POUVOIR soutient de vaines querelles qui n'ont plus de sens politique ou idéologique et qui ont perdu de vue la recherche du bien commun. De même L'IVRESSE DES IMAGES et le goût des gesticulations et des discussions stériles, la préférence du débat sur la prise de décision, maintiennent la confusion entre le théâtre d'ombres et le combat pour le progrès réel.

Mais certaines déviations sont plus dangereuses car elles entraînent de graves maladies dans l'organisme collectif. Certainement, L'ARGENT, largement frelaté, trop vite et mal gagné, détruit la simplicité généreuse d'une population naturellement accueillante et modeste. Ce virus a évolué en polluant la politique, même et surtout les idéologies autonomistes, et en valorisant les caractères mafieux d'un banditisme de mauvais aloi.

Par ailleurs L'IDENTITÉ CORSE, qui tient une place légitime, risque de s'aigrir dans la version raciste de la corsisation soutenue par certains mouvements nationalistes. J'ai été moi-même choqué, alors que, à l'occasion d'une collecte de sang sur la voie publique, la secrétaire de l'Evêque s'est vue exiger la présentation de sa carte d'identité et refuser son sang, car son nom avait une consonance continentale ! La corsitude n'est jamais très loin d'un racisme primaire.

En réalité, l'esprit a peut-être déserté la Corse, depuis que la foi chrétienne qui imprégnait les foyers et favorisait de paisibles relations, a perdu sa force populaire, face à la puissance du Veau d'Or. Certes il reste encore un engouement collectif pour les fêtes religieuses. Ainsi la procession de la Madonnuccia à Ajaccio et le Catenaccia le Vendredi Saint à Sartène sont largement suivis par une population fidèle, même si un certain fétichisme païen se mêle à ce qui reste de foi.

Lorsqu'on a assisté à cette procession à Sartène, au milieu d'une foule hétéroclite, on ne peut plus oublier cette émotion envoûtante provoquée par ce pénitent cagoulé et enchaîné, dont personne ne connaîtra l'identité et qui après s'être préparé au couvent voisin des franciscains, porte la lourde croix qui lui permet d'expier des fautes ou peut-être un crime. J'ai eu droit en famille à une surprise inattendue pour un Vendredi saint, lorsque le sympathique maire nous a proposé, entre la deuxième et troisième chute du pénitent sous la voûte de l'hôtel de ville, une coupe de champagne qui, ce jour là, avait un drôle de goût pour un chrétien.

Face aux réels dangers d'une insularité dégradée, il est nécessaire de répondre à la **forte attente d'un élan collectif** que la République a le devoir de promouvoir et d'encourager.

D'abord LE MALAISE DE L'ÎLE doit être apaisé, et notamment le repli funeste sur des comportements individualistes qui étouffent toute vision dynamique et toute confiance dans l'avenir. Ainsi la création de l'université de Corté a été une erreur d'appréciation et une faute gouvernementale. La prétention universitaire manquait de bases démographiques et d'ambition élevée. Le risque était grand d'en faire un bouillon d'inculture et un nid de nationalistes. La solution intelligente eut été d'encourager la formation des jeunes Corses dans les universités du continent et d'accueillir à Ajaccio et à Bastia des centres prestigieux de recherche, nationaux et européens.

La Corse n'a pas seulement besoin de fierté méritée mais tout autant d'ouverture sur la France, l'Europe et le monde, car on ne se connaît bien qu'en acceptant de se situer et de se comparer pour progresser avec d'autres.

Dans le même esprit, j'avais été impressionné par le haut lieu mythique de Bonifacio en pleine Méditerranée et face au continent africain. Ce site était connu de la haute antiquité. On y situait les Lestrignons qui dévorèrent les compagnons d'Ulysse. La forteresse fut fondée au IX<sup>e</sup> siècle et les environs furent malheureusement célèbres par le désastre de la Sémillante. J'avais caressé le rêve et élaboré le projet d'un grand centre de recherche et de réflexion tournée vers l'Eurafrique. Encore eût-il fallu un fort effet de souffle !

Une autre fois, ma surprise fut grande de découvrir à Cargèse, dans un modeste centre de congrès, une bibliothèque contenant des ouvrages écrits en russe ou en chinois. J'ai appris que périodiquement des experts brillants venus du monde entier se retrouvaient, comme dans la Grèce antique, pour dialoguer et dessiner sur le sable de la plage leurs raisonnements du plus haut niveau. Certains d'entre eux étaient titulaires du prix Nobel. J'ai voulu mobiliser les ressources politiques, administratives, universitaires, pour engager une politique ambitieuse à la mesure de ces perspectives exceptionnelles et conformes aux attentes corses. Le résultat ne fut pas évident.

En effet, les Corses qui, sous Napoléon, dans l'Empire français, sous les républiques, ont conquis, sous les trois couleurs nationales, le monde par leur intelligence et leurs talents, ont besoin aujourd'hui de nourrir leur légitime fierté, sinon leur frustration serait mauvaise conseillère. Comme partout, la jeunesse de cette île, comme celle de notre France, réclame le droit à l'enthousiasme. On ne peut pas leur répondre avec le langage du boutiquier politicien à courte vue.

À mon avis il n'y a pas d'autre moyen de COMBATTRE LA VIOLENCE. L'énergie concentrée dans tout homme exige des objectifs qui grandissent l'être parce qu'ils dépassent les piètres intérêts individuels. N'oublions pas que c'est le chômage et la médiocrité de la vie seulement fondée sur l'argent facile, que c'est l'absence de message républicain tonique et mobilisateur, qui sèment en est un des Ruhr de ment des graines de violence dans le terreau de la jeunesse. La violence correspond à un enfermement dont il faut libérer les jeunes piégés dans une société bloquée.

Il faut proclamer que la Corse, par la nature, par la richesse humaine, par son histoire, est faite pour la paix et le bonheur de la vie. Il ne devrait pas y avoir de place dans cette île pour le terrorisme porteur de mort.

En fait, il y a en Corse, comme ailleurs, un grand besoin de sens, de perspectives, de cohérence et donc de cohésion. C'est plus un problème de société, notamment française, qu'un problème insulaire.

## **Deuxième partie - L'État et la Corse**

Y a-t-il jamais eu une vision claire et forte sur la Corse, un regard rationnel sur son avenir et sur la manière de le promouvoir ?

Il semble que la Monarchie d'ancien régime ait eu ce souci d'encouragement. Ainsi le modeste aristocrate Charles Bonaparte, le père de l'Empereur, a bénéficié d'une invitation à la Cour du roi de France, en sa qualité de député de l'ordre de la noblesse des états de Corse, ainsi que d'une bourse pour permettre à Napoléon de suivre l'Ecole de Brienne puis l'Ecole royale militaire de Paris. Voilà un investissement intelligent assorti d'un retour exceptionnel pour la France.

Napoléon lui-même avait pris ses distances, peut-être pour ne pas être mêlé aux zizanies de son île. Il a seulement voulu répondre à des préoccupations de privilège fiscal en accordant la faveur des arrêtés Miot concernant notamment des réductions d'impôts. De même il est curieux de noter que, lors de son séjour dans l'île d'Elbe, il n'a pas tourné son regard vers la Corse voisine.

### **Les tribulations d'un préfet en Corse**

Mon expérience personnelle (une sorte de record en Corse) de deux ans et demi d'administration à la préfecture de région (1983-1986) m'a fait découvrir des anomalies déconcertantes qui m'ont plus souvent inquiété qu'amusé.

Cette affectation m'est apparue comme la plus belle mission mais aussi la plus redoutable, car c'est la plus exposée sur les plans physique, psychologique et politique, surtout lorsqu'on s'y rend pour servir son pays, en famille, épouse et enfants, et pour partager la vie de la population et se livrer sans réserve à la confiance de ses concitoyens.

LES CONDITIONS DE MA NOMINATION ont été plutôt rudes. N'ayant disposé que de quelques heures pour accepter la mission (avec l'accord de ma femme), j'ai dû rejoindre mon poste en quatre jours. L'urgence, habituelle dans la préfectorale, tenait au court délai d'une quinzaine de jours séparant l'annonce du premier voyage officiel de trois jours dans l'île du nouveau président de la République François Mitterrand.

L'accueil local a été plutôt déstabilisant, au rythme des "nuits bleues" et des incendies d'une extrême violence dans toute l'île et particulièrement à Ajaccio, où, le jour de mon arrivée, les escarbilles étaient projetées par le vent depuis les forêts voisines. Le premier choc me fut offert par la débandade des pompiers, mal équipés, qui se précipitaient en chaussures de sport au volant de véhicules, tombés rapidement en panne. J'ai dû faire venir de toute urgence, par la mer, des colonnes de pompiers du continent et mobiliser quasiment toute la flotte nationale des avions Canadair.

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE a été l'occasion de proclamer la politique de déconcentration qui constituait le volet d'accompagnement de la décentralisation. À côté des nouveaux pouvoirs accordés aux élus, la déconcentration faisait du préfet de région le seul représentant interministériel du gouvernement sur l'île, mettant ainsi un terme aux multiples interférences politiciennes préjudiciables à l'autorité de l'État.

Après le stress de la visite présidentielle, LES ÉVÉNEMENTS SE SONT SUCCÉDÉS sans relâche.

SUR LE PLAN POLITIQUE, la mise en œuvre du statut particulier, qui conférait de larges compétences aux élus régionaux, a été laborieuse. L'assemblée de Corse, présidée par une personnalité fragile et déprimée, a dû faire l'objet de la part du gouvernement d'une dissolution suivie d'élections régionales entraînant une forte pression du FLNC.

Ensuite j'ai été étonné lorsque l'assemblée n'a pas réussi à voter son budget dans les délais prescrits. La loi me faisait alors l'obligation d'assurer moi-même le règlement d'office, avec le concours de la chambre régionale des comptes, ce que j'ai fait avec le souci de préserver les dépenses d'intérêt général, tout en réduisant les crédits plus discutables. Je croyais avoir ainsi vexé les élus et pourtant ils ont récidivé l'année suivante, en avouant : *"nous aimons nous réserver les débats et nous pensons que le représentant de l'État est bien placé pour prendre les décisions à notre place"* !... C'était une curieuse conception de la décentralisation, par ailleurs si fermement revendiquée devant l'opinion.

SUR LE PLAN DE L'ORDRE PUBLIC, chaque jour a apporté son cortège de nouvelles abominables : attentats, enlèvement d'un leader FLNC que l'on imputait au gouvernement alors qu'il était impossible pour le préfet de s'exonérer de ses responsabilités en l'absence de la découverte du corps. En fait une équipe de terroristes opposés avait réalisé cet enlèvement pour des raisons financières sordides et ensuite avait jeté au plus profond du golfe d'Ajaccio la victime de l'assassinat. Mais, comme toujours, l'histoire eut une suite inattendue, lorsque, à leur tour, les auteurs du meurtre, qui avaient été retrouvés en Amérique latine et qui étaient détenus à la prison d'Ajaccio, ont été tués dans leur cellule par un commando adverse qui s'était introduit pour les empêcher d'avouer leur forfait.

Une autre histoire rocambolesque m'a confirmé que l'invraisemblable pouvait être une réalité quotidienne en Corse. La Mutuelle des Motards, transférée de Montpellier à Ajaccio, à la demande et avec l'appui du gouvernement, n'a pas pu supporter la pression de l'impôt terroriste. Une bonne leçon a alors été donnée aux nationalistes. Un après-midi, tout le personnel était convoqué à l'aéroport pour une réunion avec le président de l'entreprise. À l'issue de la rencontre, les agents, revenus dans leurs locaux, ont découvert avec colère que tout le matériel informatique avait été enlevé et expédié aussitôt par avion-cargo à Montpellier où le siège se trouve aujourd'hui tout à fait florissant. J'ai eu droit à une manifestation violente mettant en cause l'État. Je me suis plu à commenter cette attitude de rébellion à l'égard du terrorisme. Sauf en Corse, il est toutefois bien rare de voir disparaître la totalité d'une entreprise en deux heures de temps.

Face à l'avalanche quotidienne d'événements, le préfet est plutôt seul pour répondre de ses actes ou de son inaction, vis-à-vis du gouvernement, sans pouvoir toujours compter sur les élus, divisés entre majorité et opposition et englués dans leurs querelles intestines, lui-même tenu à la prudence dans une relation distante avec la presse, et sous l'observation d'une opinion manipulable et instable, toujours prête à s'enflammer.

On ne peut résister à cette tension nerveuse (en fin de journée le travail du matin a été souvent détruit), qu'avec le soutien du couple familial, en confiance avec une équipe de collaborateurs loyaux (Robert Broussard était mon précieux préfet de police) et avec l'écoute compréhensive du ministre de l'intérieur, et, exceptionnellement en Corse, en prise directe avec la présidence de la République.

## **L'État entre Paris et Ajaccio**

**Les relations sont rendues difficiles par une sorte d'incompréhension réciproque** qui entretient un climat de suspicion et d'incertitude et s'apparente souvent à un dialogue de sourds.

De tous temps, les gouvernements, décontenancés par les événements et par les positions des élus insulaires, ont éprouvé de la peine à comprendre, tant les mentalités et les mœurs sont décalées.

On a assisté tantôt à des phases de répression sévère face aux troubles à l'ordre public, tantôt à des attitudes de faiblesse par peur de la réaction violente. Le gouvernement aurait dû davantage agir sur les causes politiques, économiques, sociales, morales qui sous-tendent les comportements insulaires et surtout consentir une politique continue sur le long terme au-delà des échéances électorales à courte vue.

Plus gravement, le doute a pu inspirer un regrettable sentiment de lassitude pouvant conduire à l'abandon. De telles attitudes irresponsables sont condamnables et scandaleuses vis-à-vis de nos compatriotes. Le mérite original de la France a été de tenir compte des qualités et des défauts de tous ses enfants, toujours aimés bien que turbulents, qu'ils soient bretons, catalans ou corses.

De nos jours le climat est bien amélioré grâce à une meilleure intelligence de l'intérêt commun bien compris.

Cette merveilleuse terre de France souffre d'une maladie pernicieuse. Avec l'autonomisme, le nationalisme, l'indépendantisme, le ver risque d'être dans le fruit.

Cette idéologie, portée par de multiples fractions hétérogènes et concurrentes, résulte de la dégradation de l'attachement viscéral à l'identité corse. Ce sentiment certes légitime, est exploité à des fins politiques par une minorité ambitieuse et aigrie qui exacerbe la revendication, assortie des méthodes de chantage terroriste, en inspirant la peur aux pouvoirs publics et l'omerta aux habitants. Ainsi une propension historique à la rébellion contre toute forme d'autorité extérieure s'est progressivement transformée en lutte sournoise, puis armée, en dépit de l'absence de reconnaissance démocratique par l'élection. Cette évolution s'est dégradée par un phénomène d'auto division interne et par la gangrène du banditisme mafieux.

Il faut bien souligner que ce relent de contestation et cet appétit d'indépendance ne s'appuient sur aucun fondement réaliste, de type économique ou politique ni sur un appui international.

Cet enfermement dans une folie sans issue s'accompagne d'une grande lâcheté consistant à se camoufler la nuit, en cagoule pour manier l'explosif ou pire pour tirer dans le dos d'un préfet, et persistant dans la négation de toute responsabilité. Une telle attitude est sans raison, sans excuses, et sans indulgence possible.

Pour être juste, on ne peut pas éviter de stigmatiser le terrain favorable que les mœurs politiques dévoyées ont pu procurer aux contestataires. L'attrait du nationalisme produit sur la jeunesse corse s'explique par LA CRISE MORALE DE LA VIE POLITIQUE, polluée par la corruption, les jeux financiers, la captation clanique du pouvoir. De même, le drame du chômage des jeunes, l'assignation universitaire à résider sur place à Corte, ont contribué à nourrir l'absence de perspectives d'avenir.

Il faut ajouter la responsabilité des gouvernements qui ont donné une médiocre vision de la République française, en raison de la discontinuité des politiques publiques, du copinage entre partis politiques nationaux et locaux, des manœuvres occultes dans le dos des responsables officiels (tels que les préfets) et les nominations inconvenantes en dehors du critère de mérite. Par exemple, la nomination surprenante au poste de préfet de région en Corse d'un ancien procureur général que j'avais réussi à faire muter sur le continent pour de graves raisons objectives, a résulté d'un simple changement de majorité au plan national, ce qui a contribué à décrédibiliser l'action du gouvernement.

Dès lors, on peut expliquer sinon comprendre que les membres d'un groupuscule de terroristes déséquilibrés et enfermés dans leur maladie mentale aient cru que le moment était venu de frapper un grand coup pour impressionner et faire craquer un gouvernement dont ils connaissaient les faiblesses. Le préfet de région, Claude Erignac, a été victime de cette folie meurtrière, fruit d'un gâchis politique prolongé.

C'est dans ce contexte que se situe **la mission du préfet en Corse**. C'est un avantage considérable pour le gouvernement d'avoir sur place un représentant loyal, dévoué, disponible à plein temps et qui peut apporter un témoignage objectif et surtout vécu personnellement dans la durée.

Lors de ma nomination, les instructions reçues étaient très claires et simples à comprendre, sinon à exécuter : faire respecter l'ordre et la légalité républicaine, promouvoir le développement économique, tout en veillant au rassemblement des citoyens autour de l'Etat et en encourageant les élus politiques à la prise de leurs responsabilités.

Je dois dire que, à l'occasion d'un contact à Paris au Ministère de l'Intérieur auprès d'un directeur, ancien préfet de Corse, celui-ci m'a encouragé... à ne rien faire ou le moins possible ! Bien entendu, j'ai engagé au contraire une action d'une intensité de tous les instants, sans ambiguïté ni état d'âme, avec détermination, au risque de déplaire à ceux qui se complaisaient dans les manœuvres politiciennes ou dans la lutte terroriste armée.

La priorité du RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE RÉPUBLICAIN s'est traduite par le nettoyage systématique des turpitudes et des illégalités. 43 inspections générales, 15 enquêtes, 15 poursuites judiciaires ont été engagées à l'encontre de tous les organismes publics, consulaires, des collectivités locales, ainsi que le contrôle strict

des subventions accordées inconsidérément à des associations complices des nationalistes. Ainsi à mon arrivée, j'ai découvert que l'Etat payait des stages d'entraînement au tennis pour des infirmiers de l'hôpital, (véritable repère de nationalistes), et même de formation au tir de mine pour des agriculteurs. Cette reprise en main a provoqué grincements et menaces de la part des milieux acoquinés qui se sont trouvés concernés.

L'ouverture sur LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE était essentielle pour instaurer la paix civile. La négociation d'un contrat de plan, qui a pu être signé le 14 mai 1985 pour cinq ans et pour un montant de 1 milliard 300 millions de francs, appliqué dans 70 actions concrètes, m'a demandé deux années d'efforts opiniâtres pour lever les obstacles et les palinodies des élus régionaux qui reflétaient la pression du FLNC opposé à tout progrès économique et social, car la politique du pire fait partie de la stratégie nationaliste.

Enfin LA MOBILISATION DE LA POPULATION m'est apparue indissociable de l'action publique. J'ai pu ainsi, comme préfet pour une fois bon agitateur, encourager une manifestation qui a rassemblé 30 000 personnes, défilant devant la préfecture à Ajaccio, derrière les deux seules banderoles tolérées "*non au terrorisme*", "*non au séparatisme*". Un tel rassemblement correspondait à près de 3 millions de manifestants à Paris.

Après ce coup d'éclat populaire, la spirale de l'inconstance des gouvernements a à nouveau tout gâché. On a assisté successivement, après l'assassinat du préfet Claude Erignac, à la dérive proconsulaire d'un préfet (Bonnet) déséquilibré et abandonné, à la réaction électorale favorable aux nationalistes, au lamentable processus de Matignon, qui a permis une discussion avec des représentants de différentes tendances sans avoir exigé le préalable de la condamnation des auteurs des crimes de sang. Heureusement la réponse négative au référendum sur une nouvelle réforme institutionnelle a donné un coup d'arrêt électoral contre les illusions et les manœuvres politiciennes.

Cette politique d'action de l'État sur place appelait une poursuite dans la continuité, sur une période de 10 ans, à l'écart du tapage médiatique, en avant-garde des élus, au milieu de la population, en vue d'extirper les racines du mal corse, dans la durée et en profondeur.

### **La Corse a heureusement évolué dans le bon sens au cours de ces dernières années.**

Une amélioration vers la paix civile peut être constatée et espérée, grâce au développement économique et à une meilleure formation des classes dirigeantes.

EN POLITIQUE, les nouvelles générations sont de bonne qualité et les élus mieux formés aux responsabilités. De même les milieux nationalistes paraissent davantage conscients de la distance à observer avec les attentats terroristes. Mais la lâche complicité avec le banditisme est une menace permanente qui se traduit dans des règlements de comptes meurtriers.



L'ÉCONOMIE obtient de meilleurs résultats. En particulier le tourisme confirme la chance d'une activité très dynamique qui entraîne des revenus financiers appréciables. Il y a 30 ans, on comptait 500 000 touristes, aujourd'hui il s'agit de plus de 3 millions. L'offre touristique hôtelière doit s'améliorer pour être à la hauteur de cette vocation. Les 1000 km de côtes présentent un large espace accueillant. Certes des précautions s'imposent pour la construction, en Corse comme ailleurs en Bretagne, pour ne pas porter atteinte à la délicate sensibilité d'un milieu naturel exceptionnel. L'opposition au mitage du territoire peut s'accompagner d'un habitat touristique équilibré et cantonné dans les lieux déjà équipés, comme les golfes d'Ajaccio, Bastia, Calvi ou Saint-Laurent.

DES PROBLÈMES SÉRIEUX PERSISTENT TOUTEFOIS.

L'accessibilité de l'île est vitale. La desserte des transports, maritimes et aériens, constitue un véritable cordon ombilical. 67 % des touristes viennent en Corse par bateau.

L'emploi pourrait prendre davantage appui sur les activités informatiques qui se prêtent au travail sur place dans un environnement très propice.

L'énergie est une condition du développement et repose essentiellement sur l'exceptionnelle ressource hydroélectrique de la Corse.

La formation de la jeunesse est une clé de l'avenir de l'île. Actuellement le niveau progresse et les nombreux et brillants jeunes diplômés doivent être encouragés à revenir investir au pays.

Ce sont autant de raisons qui s'ajoutent à celles du cœur pour relativiser la Corse qui se plaint ou détruit et pour soutenir la Corse qui travaille et qui gagne.

## **Troisième partie - Témoignages et enseignements**

### **Il n'est de richesses que d'hommes**

C'est sur le terrain, au milieu de la population, que l'on peut prétendre connaître les gens, pour comprendre les problèmes, et comprendre pour agir selon la manière convenable.

Quelques anecdotes, parmi de très nombreuses, illustrent de façon plaisante les particularismes distinctifs d'une Corse française et républicaine.

CERTAINS SOUVENIRS SONT DÉCONCERTANTS.

Peu de temps après notre installation, nous avons reçu une aimable invitation à déjeuner de la part d'un élu dans un charmant canton. L'excellent menu était agrémenté d'une attirante friture de petits poissons. Alerté discrètement par un voisin de table, j'ai découvert qu'il s'agissait de truitelles qui avaient certainement été pêchées en dehors de la période autorisée, et, qui plus était, à l'explosif ! Je me suis bien sûr abstenu de ce plaisir pour éviter que le nouveau préfet ne soit signalé dans toute l'île comme ayant été complice d'un délit de pêche. Mais ma femme m'a avoué n'avoir jamais dégusté une aussi bonne friture.

À ma prise de poste, je fus étonné de devoir me rendre au bas des marches de la préfecture pour faire la connaissance du président de la commission de l'agriculture de l'assemblée de Corse. Je fus encore plus surpris de rencontrer une personnalité handicapée, sur un fauteuil roulant. Après l'entretien, je m'apprêtais à exprimer de la sympathie pour un ancien combattant. Mes collaborateurs m'en ont dissuadé en m'informant que cette personnalité très originale avait été un ancien combattant à sa façon. Lors d'une attaque hold-up à laquelle il participait dans un trafic de cigarettes à Marseille, une rafale de mitraillette l'avait privé de ses jambes (d'où son surnom de Jeannot le court). Son accompagnant était en fait le garde du corps et la couverture sur ses genoux servait à cacher les armes toujours prêtes à entrer en action.

Une autre fois, recevant à déjeuner le président de l'assemblée de Corse, Jean-Paul de Roca- Serra, dit le "renard argenté", je devais le mettre en garde en raison de menaces dont il était l'objet. Il a tenu à me rassurer en me montrant le pistolet accroché à sa ceinture et qui ne le quittait jamais, même à la table du préfet !

Pour un corse "jamais sans son arme" ! Ainsi, sur le cours Napoléon face à la préfecture, dans un embouteillage de la circulation, un touriste se permet un geste grossier à l'automobiliste qui tente de le doubler. Celui-ci, chauffeur de la mairie, vexé, prend son arme dans la boîte à gants, blesse le touriste à l'épaule et va aussitôt faire sa déclaration à la police. Le soir même, évoquant l'incident lors d'un dîner réunissant le maire, les parlementaires, le général, j'ai enregistré avec étonnement le commentaire suivant. "*Il s'agissait du chauffeur du maire de la ville impériale, il ne pouvait supporter cet affront, surtout de la part d'un sarde. Je crois, dit le maire, qu'il aura compris et qu'il ne reviendra pas*" !

D'autres histoires évoquent davantage LA PUÉRILITÉ de coquins, malgré tout sympathiques.

Visitant le chantier d'une ROCADE nouvelle à Ajaccio, je tombais en arrêt sur l'interruption de la nouvelle route déjà construite mais occupée sur quelques mètres, en pleine terre, par quelques rangées de haricots grimant sur pied. Alors que j'exprimais ma colère contre les services techniques, le maire m'a expliqué que l'expropriation était évitée car il était en pourparlers avec le propriétaire. Celui-ci faisait patienter en attendant en contrepartie un accord sur la construction de logements HLM sur un autre terrain lui appartenant.

Dans le même ordre, on m'a montré, dans un endroit de campagne déserte, une petite route qui descendait de la montagne jusqu'à la mer. Il paraissait que cette route, dite du conseiller général, permettait à sa vieille mère de rejoindre la plage pour prendre le soleil.

LA FRAUDE à la prime européenne à la vache défrayait la chronique, car les contrôles étaient impossibles à effectuer, les propriétaires prétextant que les bêtes ne pouvaient pas être présentées car elles étaient en liberté dans la montagne. J'ai cru leur donner mauvaise conscience en faisant afficher sur la porte des mairies le nombre de vaches et le montant des primes perçues. Le résultat fut surprenant. Les habitants ont exprimé de la considération pour de tels fraudeurs aussi malins, qui leur donnaient ainsi l'envie de les imiter.

Les fraudes aux prestations sociales m'ont amené à contrôler sévèrement la commission chargée de reconnaître les handicaps (Cotorep). Il fut ainsi détecté le cas du cuisinier d'un hôpital qui était bénéficiaire d'une pension d'aveugle pour faits de guerre alors que manifestement il ne pouvait pas être né à cette époque. Il a répondu qu'il disposait de la pension de son père en raison de la similitude du prénom et que jusqu'à présent personne ne lui avait fait de remarque. Je lui ai donc fait savoir que comme aveugle de guerre il ne pourrait plus être cuisinier à l'hôpital ni être titulaire d'un permis de conduire.

LES HISTOIRES ÉLECTORALES sont innombrables..

Les votes étaient souvent achetés à l'avance. Pour être sûr que le vote était conforme au contrat, l'électeur devait ostensiblement montrer le bulletin choisi. J'ai donc imposé le passage à l'isoloir, ce qui a attiré les réflexions amusantes, du type "Ah ! On n'est donc plus en république...". Mais cette exigence fut contournée par le recours à des certificats de maladie qui permettaient par procuration une autre façon de s'assurer du vote déjà engagé. Un gendarme perspicace a reçu le jeudi un électeur venant porter lui-même le certificat médical en indiquant qu'il serait malade le dimanche suivant. Un médecin fut alors poursuivi, c'était un élu important, d'où... de multiples problèmes à surmonter, y compris judiciairement, ainsi que de demandes d'explications provenant du ministère, car le personnage était proche de la majorité politique.

La Corse ne se distingue pas du continent en matière de conflit social. Ainsi l'accord portuaire prévoyait la présence de deux dockers qui se contentaient de regarder passer les voitures sortant du ferry sous la conduite des touristes eux-mêmes. Cette situation n'a pas empêché le syndicat des dockers de revendiquer la création de nouveaux emplois. Devant le refus, la grève déclenchée a entraîné le blocage des véhicules, particulièrement des camions de ravitaillement. Il s'en est suivi une spirale de réactions : une grève des transporteurs routiers, une crise générale d'approvisionnement et la décision des commerçants de baisser le rideau de leurs magasins. Cette lamentable paralysie de l'île s'est terminée dans une manifestation devant la préfecture.

J'ai ainsi appris et compris certaines vérités très locales, de la bouche même de mes interlocuteurs.

*En Corse il n'y a pas de problèmes, il n'y a que des drames !*

*En Corse le pire est toujours sûr !*

*Vouloir faire travailler des gens ensemble, cela revient à vouloir attacher des chats !*

Enfin et surtout une phrase redoutable qui m'a glacé, parce qu'elle était prémonitrice de ce qu'attend notre pays : "le bien commun ne profite à personne" ... Alors... pourquoi s'y attacher !

Attention !... si la Corse était le miroir du continent, et si au lieu d'en rire, il nous arrivait de pleurer sur notre belle France...

## **Que penser et que retenir comme enseignement pour la France de cette histoire corse inachevée ?**

*“Croire quand même, espérer quand même, aimer quand même”*

Théodore Monod, ce nonagénaire aventurier si jeune d’esprit, nous invite à surmonter le doute, ce poison de notre temps.

Que de chances gâchées ! Certes mais que de chances à saisir ! Ce qui est bon pour la Corse est encore plus vrai pour notre France.

Au lieu du dénigrement ou de la lassitude qui entretient la désespérance, il est préférable de se demander pourquoi la Corse peut être une chance pour la France, d’une part en considérant cette terre française comme un laboratoire expérimental pour la réforme de l’État, d’autre part en nous regardant à travers le miroir corse qui nous avertit de ce qui nous attend ou nous atteint déjà.

## **Que pouvons-nous souhaiter pour le redressement en Corse ?**

D’abord poursuivre LE COMBAT SANS MERCI CONTRE TOUTE FORME DE TERRORISME, cette peste de la démocratie. Faire tomber les cagoules pour révéler une barbarie insupportable, de même que tout régionalisme ethnique, en particulier la perfide corsisation des emplois qui favorise le racisme, ou tout communautarisme confessionnel.

C’EST UNE CRISE MORALE QU’IL S’AGIT DE TRAITER. La perte de foi dans la tradition humaniste et la médiocrité ambiante du climat politique appellent un sursaut, consistant à élever le niveau de formation, de culture, de recherche universitaire, de façon à redonner aux jeunes Corses une fierté méritée et bien placée et l’envie de lever la tête vers des enjeux supérieurs.

COMBATTRE LE REPLI INSULAIRE SI ÉTOUFFANT, en encourageant l’ouverture sur l’espace national et sur l’Europe, ainsi que l’accueil de chercheurs de haut niveau. La Corse peut offrir des terrains exceptionnels d’expérience, d’échanges et d’expertise dans les domaines de l’environnement, de l’architecture de montagne ou du littoral, de la culture méditerranéenne.

Le gouvernement doit VISER AU-DELÀ DU COURT TERME ÉLECTORAL, pour soutenir des comportements civiques sur le long terme. Il ne convient plus de répondre aux revendications provocatrices en promettant de nouvelles institutions, assorties de *“plus de pouvoir”* (parce le pouvoir appartient au peuple des citoyens) et de *“plus d’argent”* (c’est l’affaire des contribuables). La vraie question pour l’État est de rappeler que les responsabilités publiques sont faites pour agir en vue du bien commun, au-delà de la ridicule guerre de religion droite gauche, en mobilisant les citoyens eux-mêmes sur des objectifs concrets, notamment en matière économique et sociale.

## **Quelle leçon pouvons-nous retenir pour la France ?**

En effet nous partageons tous une aspiration vers un destin collectif, un dégoût pour la pollution morale, une grande envie de propreté et d’idéal.

Au fond la problématique corse illustre l'évolution de notre société contemporaine. Nos concitoyens continentaux savent faire aussi bien, et peut-être mieux, que les Corses en matière de violence et de corruption. L'emploi et l'éducation sont à la base du combat contre la violence.

Une première direction s'impose à nous : LE SOUTIEN À APPORTER AUX HONNÊTES GENS qu'il faut libérer de leur condition d'otages.

En effet pendant ma mission en Corse, j'ai été impressionné par le fait que les honnêtes gens paraissent honteux de l'être, tandis que les voyous plastronnaient sur le devant de la scène. Ne connaissons-nous pas le même malaise ? C'est pourquoi le combat de l'honnêteté doit être engagé contre la stérile comédie des partis politiques, contre l'immoralité généralisée et surtout banalisée, contre toutes les formes de violence depuis la communication déviée en pensée unique jusqu'aux groupes de pression corporatistes, financiers, confessionnels ou relevant de mœurs privées.

Une deuxième direction consiste à RETROUVER LES FORCES DE LA RÉPUBLIQUE.

D'abord le rassemblement, encouragé par l'exemple donné aux plus hauts niveaux de la société, en faveur de l'intérêt général et du bien commun. La communauté nationale peut seule servir de point d'appui sur un socle de valeurs, morales et civiques partagées. C'est la solidité de ce socle de culture nationale qui permet de garantir l'enrichissement par des apports complémentaires extérieurs. À aucun moment cet air de famille française ne peut être confondu avec quelque métissage incohérent et destructeur.

Pour réagir utilement, et rapidement, NOUS AVONS BESOIN D'“UN ÉTAT QUI EN SOIT UN” (selon la formule gaullienne), c'est-à-dire capable de concevoir et de promouvoir des réformes dans la durée et en profondeur, en privilégiant le seul intérêt national et l'écoute des aspirations des citoyens, au-delà ou à l'encontre des intérêts individuels ou électoraux.

En France, l'État reste inséparable de la nation. La France unitaire doit être préservée, en limitant le pouvoir des régions, autant que possible dépolitisées, à la gestion des équipements et à l'administration des services. Souvenons-nous que le régionalisme peut conduire à la dissociation de notre communauté nationale. Les exemples actuels de la Belgique et de l'Espagne doivent nous convaincre d'être fidèle à notre longue marche historique.

Certes, la France est diversité, c'est une évidence mais cette diversité doit persister sans nuire à l'unité. Au long de mille ans, ce creuset merveilleux a pu rassembler des “pays” différents, bretons, catalans, corses, pour les unir sur le socle d'une culture nationale, enrichie de multiples apports. La France n'a pas cherché à uniformiser systématiquement, mais à épanouir le potentiel de chaque population, dans une même nation, communiant dans la même langue, la même loi, au même idéal, et à accueillir les étrangers qui veulent contribuer à l'effort national en respectant le savoir-vivre des concitoyens.

Enfin on ne peut pas faire l'économie de LA PART DE L'HOMME, DE CELLE DU CŒUR et de l'enthousiasme, au service de causes qui ne sont grandes que parce qu'elles font grandir les hommes au-dessus de leurs préoccupations personnelles.

L'ouverture sur le monde en crise doit être proposée à notre jeunesse, en l'encourageant à développer la générosité de l'altruisme humanitaire et le service civique des plus défavorisés, menacés par la dictature des faux dieux politiques ou médiatiques.

**Ainsi nous pourrons reprendre le chemin de la confiance, en nous souvenant, avec Teilhard de Chardin, que *“tout ce qui monte converge”*.**

**Merci à la Corse, belle terre de France, de nous aider à croire, à espérer et à aimer, malgré tout !**